



Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique, Volume 4 (2)
ISSN :1987-071X e-ISSN 1987-1023
Reçu, 17 septembre 2022
Accepté, 02 novembre 2022
Publié, 26 novembre 2022

<http://www.revue-rasp.org>

Type d'article: Recherche

Formes de résilience en contexte de Covid-19 en Côte d'Ivoire : *débrouillardise* des femmes issus des ménages vulnérables

NIAVA Landry ^{1 *}, KOFFI Kra Valérie ², MIAN Etchonwa Anick Michelle ³, N'DRIN
Dhaibout Romuald ⁴

^{1,2} Département de Sociologie et d'Anthropologie de l'Université Jean Lorougnon Guédé, BP 444, Daloa-Tazibouo (Côte d'Ivoire)

^{3,4} Membre du groupe de recherche pluridisciplinaire LAASSE (Institut d'Ethnosociologie de l'Université Félix Houphouët d'Abidjan)

*Correspondance : niavalandry@yahoo.fr ; niavalandry@ujlg.edu.ci ; Cellulaire : 225 07 59 00 00 45

Résumé

L'analyse des politiques sanitaire et de protection sociale met en relief l'émergence de nouvelles vulnérabilités du fait du prolongement des conséquences des effets de la covid 19 en Côte d'Ivoire. (PNUD-INS 2020 ; UNICEF, 2021). Ces nouvelles vulnérabilités émergentes sont plus visibles au niveau de la scolarisation des enfants, de la nutrition et de la protection concernant les ménages vulnérables. Ce qui aggravent les conditions économiques déjà précaires des ménages vulnérables surtout le cas des femmes et des jeunes filles. A partir d'une démarche qualitative, le présent article documente leur résilience. Les résultats soulignent que la résilience des deux catégories féminines en contexte de prolongement des effets de la covid 19 n'est pas vraiment durable et s'apparente à une *débrouillardise*. En effet, chez les jeunes filles, il ressort qu'elles choisissent de rentrer précocement dans des activités économiques afin de contribuer au revenu de leur ménage d'appartenance. Tandis que chez les femmes, on assiste à un changement d'activités génératrices de revenu souvent associé à la pénibilité du travail. Ce qui a pour conséquence de freiner les actions en faveur de la protection des droits de la femme et des enfants.

Mots clés : Femmes, filles, ménages vulnérables, covid19, Résilience

Abstract

The analysis of health and social protection policies highlights the emergence of new vulnerabilities due to the prolonged consequences of the effects of Covid-19 in Côte d'Ivoire.

(UNDP-INS 2020; UNICEF, 2021). These new emerging vulnerabilities are more visible in terms of children's education, nutrition and protection for vulnerable households. This worsens the already precarious economic conditions of vulnerable households, especially women and girls. Based on a qualitative approach, this article documents their resilience. The results point out that the resilience of the two categories of women in the context of prolonging the effects of COVID-19 is not really sustainable but is tantamount to resourcefulness. Indeed, among girls, it appears that they choose to enter economic activities early in order to contribute to the income of their household of belonging. While among women, there is a change in income-generating activities often associated with hard work. This has the effect of slowing down action to protect the rights of women and children.

Keywords: Women, Girls, vulnerable households, covid19, Resilience

1. Introduction

Face aux alertes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), au caractère inopiné de la pandémie et dans une logique de sécurité nationale, le gouvernement de Côte d'Ivoire, à l'instar de plusieurs pays du monde ont pris des mesures urgentes pour freiner la propagation de la pandémie à Coronavirus.

La réponse gouvernementale s'est traduite à un premier niveau par des mesures préventives axées sur la sensibilisation et le respect des mesures barrières, puis par des mesures de riposte telles que le confinement progressif, le couvre-feu, la mise en quarantaine et l'isolement de la ville d'Abidjan, la limitation du nombre de passagers dans les véhicules en commun, la fermeture des écoles, des frontières et des espaces de divertissement. Ces mesures ont occasionné le ralentissement de l'activité économique traduit par la cessation de certaines activités, la réduction des heures de travail, le télétravail, la baisse des profits et la réduction des employés dans les entreprises du secteur formel et informel (INS/PNUD, 2000 ; UNICEF/RISE, 2020). Ces répercussions économiques sur les emplois entraînent des pertes de revenus pour les ménages en général et spécifiquement les plus vulnérables. En effet, la plupart de ces chefs de ménages et leurs conjointes travaillent dans le secteur informel. Selon un rapport de la Banque Mondiale (2020) sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, la perte de revenus pendant la crise du covid19 s'est généralisée comme un manque à gagner très important, bien que cela varie selon le secteur et le statut professionnel.

A un second niveau des mesures alternatives au fonctionnement des services d'éducation, de santé, de protection et d'assainissement ont été prises pour garantir un service minimum. Au

niveau économique, le gouvernement a mis en place des mesures de soutien aux ménages les plus vulnérables sous la forme de transferts monétaires de 25 000 FCFA pendant trois mois. Soit un montant de 13,3 Milliards de transferts d'argent alloué aux ménages pauvres par l'Etat de Côte d'Ivoire pour faire face aux effets de la crise. Des initiatives ont été prises également pour soutenir les femmes dont les activités sont impactées par la covid19. C'est dans ce cadre que, 3000 femmes en majorité du secteur informel, ont bénéficié du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI). Dans le cadre du programme social du gouvernement, des fonds spéciaux de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire ont été destinés à aider les populations les plus fragiles et les plus exposées (CAPEC, 2021). Cette aide a été déployée dans tout le pays, en commençant par Abidjan. En dépit de toutes ces initiatives, 70 % des ménages ont du mal à assurer leurs dépenses courantes de base. Les montants des allocations de transferts en espèce du gouvernement ne parviennent pas à couvrir les pertes subies. Cette solution viable dans l'immédiat les rend plus vulnérables à de nouveaux chocs (Banque Mondiale, 2020).

Malgré leur portée préventive, ces mesures n'ont pas pour autant amélioré considérablement les conditions de vie des femmes et des adolescents. Les difficultés économiques dues à la covid19 sont particulièrement plus importantes chez les femmes. Selon un rapport de la Banque Mondiale (2020), les travailleurs informels dont la plupart sont des femmes, représentent plus de 90 % de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes sont particulièrement touchées par la crise du covid19.

Dans un contexte social inédit marqué à la fois par l'angoisse, le prolongement de la crise, les inquiétudes liées à la propagation du virus, et la proposition d'un vaccin sûr, la précarité des femmes en situation de vulnérabilité s'accroît. L'effet de la covid19 sur les femmes en Côte d'Ivoire se rapporte à l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé, les moyens de subsistance et la protection. La covid19 a par ailleurs augmenté les risques de violence faites aux femmes à travers le stress, la perturbation des liens sociaux et des réseaux de protection ainsi que l'accès réduit aux services. Confrontées à une dépendance plus accrue et à une vulnérabilité à la violence sexiste (UNFPA-UNICEF, 2020), les femmes sont plus exposées à une surcharge de travail domestique (Grown, 2020). Les corollaires d'une telle situation concernent l'accès réduit aux services de santé, de nutrition, d'eau, d'assainissement, de protection et d'éducation pour les enfants, les adolescents et les femmes (UNICEF-RISE, 2020). Au niveau des jeunes et adolescents, l'impact majeur de la covid19 sur l'éducation a occasionné la démotivation et la distraction des élèves. Cette situation s'est particulièrement

accentuée avec l'apprentissage alternatif. En effet, les difficultés financières des parents entraînent la suspension de l'appui scolaire de leur enfant dans 19,21% des cas. Ce qui oblige 02,64% des élèves à s'adonner à de petites activités pour soutenir leurs familles (UNICEF, 2020).

On observe que cette situation a progressivement bouleversé la vie des ménages vulnérables. Les femmes et jeunes filles issues des ménages vulnérables ont subi une pluralité de chocs qui complexifient d'avantage leur parcours de vie et obligent ces dernières à des réajustements sociaux, pour s'adapter aux restrictions sanitaires et satisfaire des besoins élémentaires. Ainsi, la crise sanitaire de la covid19 et les mesures qui l'ont accompagnée ont révélé ou parfois renforcé les inégalités structurelles, les violences intrafamiliales et le ralentissement des activités. Sous ce rapport, quelles sont les vulnérabilités émergentes qui ont bouleversé le parcours de vie des femmes déjà en situation de vulnérabilité et comment lesdites vulnérabilités ont affecté leurs résiliences ?

2. Méthodologie

2.1. Source des données

Les données de cet article sont issues des investigations d'une recherche action initiée par l'UNICEF en collaboration avec le Réseau Ivoirien de Suivi-Évaluation (RISE). La thématique de l'étude portait sur *l'impact du covid19 sur les ménages vulnérables et les services sociaux de base*.

2.2. Type d'approche qualitative, taille de l'échantillon, thématiques questionnées et méthode de traitement des données

Deux déclinaisons de l'approche qualitative ont été mobilisées, à savoir la biographie et la phénoménologie. Les données analysées dans cet article ont été collectées auprès des femmes, jeunes filles, adolescentes et des responsables de services sociaux de base dans 4 localités où l'on dénombrait plus de 100 cas au moment de la mise en œuvre de l'étude : Abidjan, Bouaké, San-Pedro et Aboisso. Les thématiques abordées se rapportaient aux perceptions des ménages vulnérables, aux mesures de riposte gouvernementales, à la communication sur la pandémie, aux changements observés depuis l'avènement de la pandémie, aux répercussions économiques, aux réponses endogènes à ce fléau, aux stratégies développées, aux défis, aux dépenses de consommation, à l'éducation, à la protection sociale, à l'eau et l'assainissement, aux droits des femmes et des enfants. Les données ont été traitées suivant un processus en trois étapes qui sont : (i) l'analyse rapide journalière des principales tendances qui se dégagent des

entretiens réalisés, afin de relever des biais liés aux entretiens, de les corriger, mais aussi de dégager des codes pour l'analyse informatisée ; (ii) la transcription des fichiers audio sur Word ; (iii) l'analyse approfondie du corpus des données transcrites avec le logiciel Nvivo12.

La réalisation de ce processus a permis de ressortir plusieurs catégories d'analyse. Toutefois, pour les besoins de l'article, l'analyse s'efforcera de mettre l'accent sur les aspects ayant trait aux vulnérabilités émergentes et aux efforts d'adaptation développés par les femmes et les jeunes filles des ménages vulnérables.

3. Résultats

Face à la réalité de la persistance de la crise sanitaire, divers événements vécus par les ménages vulnérables occasionnent des bifurcations dans leurs conditions de vie et ne sont pas sans conséquences pour certains membres du ménage.

3.1. Les principaux événements clés ayant occasionné des chocs au niveau des conditions de vie des ménages vulnérables

L'analyse de la trajectoire sociale des catégories d'acteurs vivant dans les ménages vulnérables à différentes temporalités (avant covid19, durant la période de virulence et la période d'allègement) présentée à travers les nuages de mots de la figure 1, montre la persistance des problèmes vécus par lesdits ménages à un triple niveau à savoir l'éducation, la santé-nutrition et la protection.

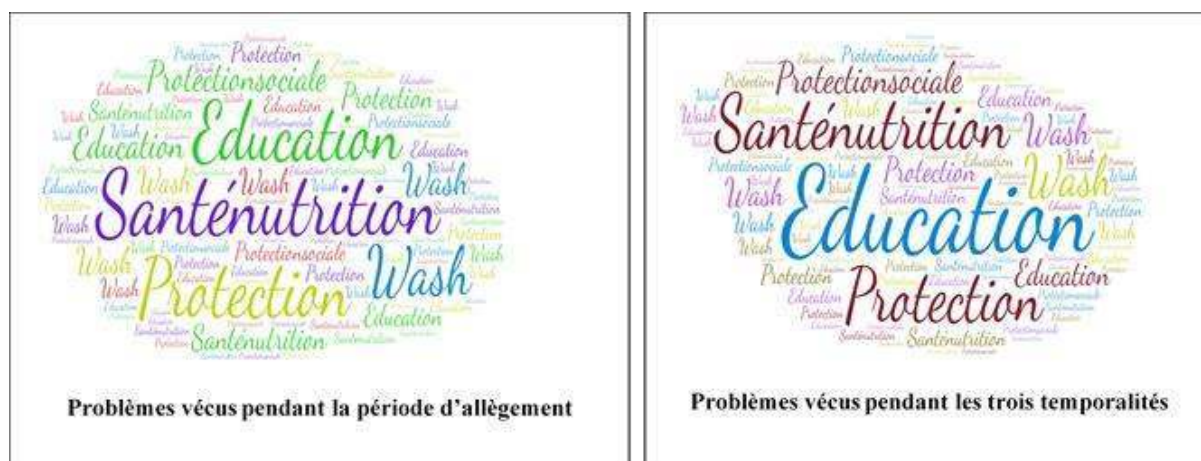


Figure 1: Nuage de mots par domaines de vulnérabilités en fonction de la période d'allègement et sur les trois temporalités

Source : Base Nvivo, Etude COVID-19-Phase 2, UNICEF-RISE, Janvier 2021

Face à la virulence des vulnérabilités émergentes vécues par les femmes adultes ainsi que les jeunes filles surtout au niveau de l'éducation, la santé-nutrition et la protection, ces dernières

ont développées des initiatives au niveau économique pour atténuer les effets sévères de la covid19 sur leur condition de vie.

3.2 Le déclassement socio-professionnel, un choix stratégique pour continuer à assurer les dépenses essentielles de la famille

Chez les personnes qui continuent de mener leurs activités et celles qui sont en cessation d'activité, il y a eu une baisse ou une perte de revenu. Ce qui a une incidence sur les charges du ménage. Ainsi, l'analyse des données a révélé que les chefs de ménages ont procédé à un réajustement des dépenses des ménages, notamment, en priorisant les dépenses liées aux besoins alimentaires de leurs familles.

Dans ce contexte, pendant que certains chefs de ménages étaient en attente de nouvelles opportunités et de la normalisation du tissu économique, d'autres par contre s'inscrivaient dans une dynamique de création d'opportunité. Cet état de fait s'est produit plus chez les femmes cheffes de ménage que chez les conjointes de chefs de ménage.

Généralement, les domaines du secteur informel concernés par les activités des femmes à l'étude sont les suivants : vente de fruits, de légumes, métiers de serveuses dans les restaurants et bars, de couturières, d'employées de maison, restauratrices, coiffeuses ou ouvrières. Pour faire face aux charges du ménage, notamment pour l'éducation, l'alimentation, la santé des enfants, elles n'ont pas hésité, à convertir leurs potentiels dans d'autres types d'activités, afin d'affronter les nouveaux défis qui se présentent au quotidien.

Avec le prolongement de la crise sanitaire, on assiste à une mobilité socio-professionnelle se matérialisant par une ruée vers des activités dans la restauration de rue et les petits commerces de détails chez les femmes. En effet, la cessation involontaire des activités du conjoint ou la baisse de revenu de leurs activités initiales, obligent les femmes à opter pour une reconversion dans une autre activité, même si ce changement induit la plupart du temps un déclassement social.

L'acceptation du déclassement ou encore le changement d'activité chez les femmes en temps de covid19 à Abidjan se manifeste par une mobilité au niveau du statut d'occupation dans l'activité. Il s'agit d'une reconversion dans la même activité avec un statut inférieur ou moins valorisant. C'est dans ce contexte que des tenancières de « gargotes » ou encore les « maquis » ont pu monnayer leurs compétences de cuisinières temporaires auprès de grands restaurants de la place engagés dans la livraison de repas à domicile surtout pendant la période de virulence. Ces derniers, dans leurs stratégies de résilience, ont sollicité d'autres compétences pour les

appuyer dans leurs prestations. Dès lors, même si les activités vers lesquelles elles s'orientent en contexte de covid19 sont parfois moins rémunérées que celles qu'elles exerçaient avant la pandémie, elles n'éprouvent aucune gêne à les exercer. L'expérience de cette interviewée est particulièrement révélatrice de ce fait :

« Avant la maladie, je travaillais à la zone de Yopougon dans la fabrication de chaussure [...]. Mais quand la maladie est venue, les patrons ont commencé à diminuer les effectifs, petit à petit comme cela n'allait pas, ils ont fermé. [...] La situation était devenue dure et je me suis tournée vers le commerce. Mais c'était difficile, parce que ça ne marchait pas. J'ai arrêté de vendre et je suis allée travailler dans un salon de coiffure. Il y a une dame qui m'a dit de venir rester auprès d'elle pour tresser pour avoir un peu d'argent. Quand elle a beaucoup de clientes, elle m'en donne aussi pour que je puisse tresser et avoir un peu d'argent. Mais ce n'est pas tous les jours qu'on gagne. Donc c'est très difficile. » **(Femme, Mariée, 45 ans réside en milieu urbain à Abidjan)**

Cependant, insérées principalement dans des activités exigeant beaucoup d'efforts physiques sans aucune compensation financière patente, ces femmes reconverties économiquement se trouvent confrontées à d'autres réalités difficiles comme le manque de sommeil, le stress, qui pourraient affecter sérieusement leur état de santé déjà fragilisé par les risques sanitaires classiques encourus à l'instar de la prévalence du covid19 en milieu ivoirien.

3.3 La diversification des sources de revenu, une stratégie de sécurisation des finances chez les femmes actives

Par rapport à la baisse de la productivité ou de la clientèle, l'une des stratégies déployées par les femmes des ménages enquêtés repose sur la diversification des sources de revenu. Bien que les mesures sanitaires aient favorisé la limitation ou la cessation de la majorité des activités ou celles de leur conjoint, certaines femmes qui bénéficiaient encore d'opportunités pour exercer leurs activités ont procédé à la diversification. La diversification des sources de revenu, se rapporte à l'extension de l'activité. Elle se traduit par l'action de développer d'autres activités en complément à leur activité initiale ou à réorganiser leur activité en proposant des prestations qui s'adaptent au contexte sanitaire. C'est dans cette dynamique, que des restauratrices ont associé la vente de sachets d'eau ou de boissons à la vente de nourriture et des vendeuses de fruits (bananes, oranges, pommes) aux produits vivriers (oignon, tomates, bananes plantain, gari). Par ailleurs, des mères de famille ont saisi l'occasion de la fermeture des établissements scolaires durant la période de virulence et le manque de ressources financières pour faire face aux dépenses de scolarité des apprenants, pour trouver des occupations économiques pour leurs filles dans la perspective de renforcer les sources du revenu familial.

Cette stratégie a le mérite de maintenir une clientèle fidèle tout en jugulant les périodes de rupture de certains produits de grande consommation à cause de la crise sanitaire. En effet, avec la fermeture de certaines frontières, l'isolement de la ville d'Abidjan et les limitations de la mobilité humaine, il était difficile de renouveler les stocks d'approvisionnement surtout dans les premières semaines d'application des mesures barrières.

Dans d'autres cas de figure, pour certains métiers, cette diversification s'est traduite par l'adaptation des activités des femmes aux contraintes imposées par la pandémie. C'est ainsi que certaines vendeuses se sont investies dans le commerce ambulant avec la vente de cache-nez et de mouchoirs papiers. Des couturières se sont investies dans la fabrication de masques de protection en tissu à un moment où leur disponibilité et leurs coûts se posaient avec acuité. Des coiffeuses ont joué sur la flexibilité de leur activité pour proposer des prestations à domicile dans le respect des mesures barrières et la vente de produits vivriers dans leur salon de coiffure pour s'en sortir.

Ces stratégies d'adaptation des femmes vivant dans les ménages vulnérables sont motivées non seulement par des enjeux de participation sociale et d'autonomie financière, mais aussi et surtout par des enjeux d'auto-protection sociale. Avec la situation des chefs de ménage liée à la cessation ou au ralentissement des activités économiques, c'est à elles qu'est revenue la responsabilité de supporter les dépenses alimentaires pour assurer la disponibilité des repas au profit des membres du ménage, notamment les enfants. Par la mobilisation de référents idéologiques comme celui de « *femme capable / femme battante* », elles perçoivent ces initiatives d'adaptation au contexte sanitaire comme légitimes pour assurer la survie du ménage et valoriser le statut de mère ou d'épouse.

3.4 Résilience scolaire : entre recours aux activités économiques pour faciliter la poursuite des études et fragilisation du processus de scolarisation et d'apprentissage

Avec la perte de revenu de parents ou du soutien provenant du capital social qui permettait de satisfaire les dépenses scolaires, les jeunes dans leur ensemble et notamment les filles sont confrontées à des situations de vulnérabilités se traduisant par des abandons scolaires, le basculement vers d'autres formes de scolarisation alternatives telles que les cours du soir ou l'exercice d'activités économiques.

« Mon grand frère travaillait dans une entreprise de construction des blancs. Pendant la Covid ils sont rentrés chez eux, il a donc arrêté le travail or, c'est lui qui paie nos cours. C'est pourquoi j'ai décidé de faire le BAC en candidat libre » (Jeune, fille, célibataire, 22 ans, niveau secondaire cycle 2, vivant dans un ménage de 4 personnes, ne souffre pas de maladie, résidant à Bouaké).

En raison des difficultés des parents à honorer les frais d'écolage, certaines jeunes filles désireuses de poursuivre leur cursus scolaire se retrouvent régulièrement exposées à des exclusions temporaires de l'école. Ce qui a pour conséquences d'affecter leurs résultats scolaires et favoriser parfois la déscolarisation. Elles sortent alors des classes pour être des soutiens dans les activités économiques de mères ou intégrer une activité économique leur permettant de capter des revenus additionnels pour les besoins du ménage.

Cette situation est davantage rapportée par les jeunes filles des ménages d'Abidjan. Une telle situation conforte la tendance des ménages à privilégier la scolarité des garçons au détriment des filles en contexte de rareté de ressources financières.

D'autres continuent les cours, mais pas toujours dans des conditions "idéales" d'apprentissage. Elles poursuivent les cours en soirée en raison des moyens limités des parents ou encore du fait de leur insertion dans des activités économiques en journée. En effet, avec l'absence ou la baisse de revenu des principaux pourvoyeurs certaines élèves se sont engagées parfois volontairement à soutenir leurs parents en exerçant des activités aux côtés des parents, en travaillant dans des restaurants afin de trouver à manger ou capter des ressources additionnelles pour les aider à assurer certaines dépenses, notamment celles liées à l'alimentation ou à leur scolarisation. Dans ce contexte, il était difficile de reprendre le chemin de l'école en dépit des dispositions institutionnelles de poursuite de l'apprentissage.

4. Discussion

Pour réduire l'effet des vulnérabilités économiques, l'impact de la covid19 sur le capital social, les femmes chefs de ménages en situation de vulnérabilité mettent en place des stratégies pour s'adapter aux conditions imposées par la pandémie et pour continuer à satisfaire les exigences sociales liées à leur statut.

L'analyse des données recueillies en contexte de covid19 dans la ville d'Abidjan et les autres villes de l'intérieur du pays a permis de montrer comment les femmes ont réussi à se reconvertir et à accepter le déclassement sur le plan socio-professionnel pour atténuer les tensions subies par leurs revenus au sein du ménage. En parlant de reconversion et de déclassement, cela indexe l'option qu'elles ont faite d'exercer d'autres types d'activités informelles, dont la plupart était moins valorisées, que celles qu'elles pratiquaient avant la pandémie.

Relativement aux jeunes filles, elles sont confrontées à une rupture scolaire en contexte de rareté de ressources financières ou de décès du pourvoyeur principal. En guise de résilience,

elles intègrent des activités génératrices de revenus pour soutenir leurs parents ou se rabattent sur des alternatives de formation comme les cours du soir pour poursuivre leur cursus scolaire. Les résultats ainsi exposés seront examinés en référence aux travaux de Bourdieu (2000) sur la théorie pratique qui traite de la façon dont les êtres sociaux, avec leurs diverses motivations et intentions, construisent et transforment le monde dans lequel ils vivent. Elle permet de saisir les conditions de changement dans des pratiques, en insistant sur la structure temporelle des activités sociales, sur la tension entre routine et réflexivité et sur le rôle des infrastructures matérielles. En référence à des auteurs comme Obrist (2006), la théorie de la pratique semble particulièrement appropriée à l'étude de la résilience dans des contextes hétérogènes qui changent rapidement comme celui de la covid19 où les grandes forces politiques et structurelles, mais aussi les changements environnementaux ont un impact direct sur la vie quotidienne et ne garantissent pas les conditions de sécurité matérielle et spirituelle du maintien de la vie. En de telles circonstances, la théorie explique que c'est ce qui obligerait les femmes et les jeunes filles à renoncer à leur capacité à structurer et à restructurer leur ordre social lorsqu'elles sont confrontées aux défis et aux menaces du quotidien induit par la pandémie. Pour ces femmes et ces jeunes filles issues de ménages en situation de précarité économique, la crise sanitaire a posé des questions de subsistance alimentaire en les plaçant dans des « logiques de survie au quotidien ». La diversification des sources de revenus et les pratiques de déclassement professionnel et les alternatives de poursuite de scolarisation ou de soutien familial obéissent à ces logiques de survie.

Relativement à la stratégie de résilience des femmes portant sur la mobilité socio professionnelle, ce résultat rejoint ceux de la CAPEC (2020) sur le fait que certaines femmes ont dû changer d'activités génératrices de revenus afin de garantir une certaine rentabilité économique quotidienne.

Cette flexibilité dans l'emploi chez les femmes face à la crise liée à la covid19 a été également observée par Sow (2020) au Sénégal. Cependant, l'auteur montre que les femmes qui sont parvenues à s'adapter sont surtout celles qui ont intégré le numérique dans leurs activités, réduisant ainsi le champ d'innovation de celles qui sont moins éduquées.

Ce qui conforte les analyses selon lesquelles, l'éducation se présente comme une ressource à même de participer à la construction durable de la résilience des femmes. En effet, les différentes initiatives ayant contribué à l'adaptation des femmes issues des ménages vulnérables, se sont appuyées sur les ressources et compétences habituelles des femmes ainsi que leurs potentialités connexes. Cependant, ces stratégies de résilience s'avèrent contre-productives et ne leur permettent pas de faire face efficacement aux bouleversements engendrés

par la covid19 dans leurs conditions d'existence, surtout les femmes chefs de ménage. En effet, la reconversion dans la restauration ou dans le commerce d'autres denrées alimentaires, la diversification des sources de revenus du ménage en mobilisant les enfants et adolescent-e-s scolarisé-e-s comme des contributeurs additionnels, le recours au crédit pour assurer l'alimentation, ne garantissent pas systématiquement une résilience durable. Bien au contraire, cette dynamique humaine peut constituer un facteur qui pourrait accentuer la vulnérabilité physique et mentale des femmes au regard du stress que vivent ces commerçantes. Cela peut aussi constituer une entrave aux droits à l'éducation et à la protection des enfants. C'est dans cette perspective, que la résilience sociale (Adger, 2003; Buchheit et al., 2016) apparaît pertinente pour garantir une résilience productive. En effet, elle renvoie à un processus multifactoriel reposant sur une capacité à mobiliser des ressources individuelles et sur des conditions externes favorables qui permettraient de s'adapter, agir *a posteriori* vers un « nouveau normal » ou affronter de nouveaux chocs (Chappell et Welsh, 2020; Rufat, 2011) résultant de changements sociaux, économiques, politiques et environnementaux. Cependant, si l'adoption d'une telle approche de nature systémique tend à faire de plus en plus l'objet de consensus, Buchheit & al. (2016) soulignent qu'il existe encore des lacunes par rapport aux actions à entreprendre pour assurer une résilience sociale minimale à l'ensemble de la population. Dès lors, Maltais et al (2016) ont identifié cinq facteurs en mesure de favoriser l'émergence d'une résilience sociale. Ces cinq facteurs sont les suivants : les ressources économiques, les ressources communautaires et gouvernementales, l'engagement citoyen, la communication, le capital social.

Relativement à la résilience des jeunes filles, si à un premier niveau leurs initiatives apparaissent comme des formes d'expression de solidarité envers leurs parents ou des opportunités d'auto-emploi, elles revêtent cependant un caractère risqué à la lumière des dangers liés à leur santé, leur droit à la protection sociale et à l'éducation ainsi qu'à leur maintien dans le système scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans relativement à la législation en vigueur. Cela est décrié par l'UNFPA (2020) qui alerte sur les risques d'exposition des jeunes filles aux violences basées sur le genre et aux grossesses en cours de scolarité en raison de la covid19. Komenan (2018) revient également sur les limites des formes de résilience développées par les jeunes élèves confrontées à la réalité économique et sociale instable de leurs parents. Selon lui l'échec de la résilience des élèves de Diégonéfla qui recourent à l'auto-emploi informel pour parer à l'impuissance de leurs parents à faire face aux dépenses de scolarisation est sous-tendu par une représentation subjective de la scolarisation et par le fait

que les revenus générés par leurs activités sont investis dans les biens matériels et les divertissements.

5. Conclusion

La pandémie de covid19, et ses effets dévastateurs sur nos sociétés et nos économies, illustrent combien la société a besoin de s'appuyer sur les femmes, que ce soit en première ligne ou dans les foyers. Dans le même temps, cette crise fait ressortir les inégalités structurelles qui existent dans tous les domaines, depuis la santé, l'économie jusqu'à la sécurité et la protection sociale et qui participent à la précarisation des conditions de vie des femmes.

A partir d'une approche qualitative combinant entretiens biographiques et entretiens phénoménologiques, l'article a permis d'analyser l'impact du prolongement de la pandémie sur la résilience des femmes et des jeunes filles issues de ménages vulnérables en Côte d'Ivoire à la lumière des vulnérabilités émergentes. Les femmes et les jeunes filles des ménages vulnérables et moins vulnérables apparaissent comme les principales actrices de la résilience et du relèvement économique de leur ménage dans le contexte de la crise sanitaire liée au covid19. Ce résultat, qui est un acquis pertinent de l'étude, devrait amener les gouvernants et les partenaires au développement à prendre des mesures idoines pour assurer aux femmes un leadership et une participation active et systématique en cas de crise. Par ailleurs, les stratégies nationales de réduction des inégalités entre les sexes pourraient s'attarder sur le besoin de mettre en place et de maintenir une aide sociale, monétaire et alimentaire pérenne, afin d'anticiper sur la vulnérabilité des femmes en période de crise d'une manière générale. Au niveau des filles, il faut renforcer les soutiens à travers des soins de santé et assurer un accompagnement psychosocial, ainsi que des opportunités de subsistance.

L'adoption en sus, de programmes d'assurance sociale à destination des groupes vulnérables pourrait contribuer à la couverture de toutes les femmes travaillant dans le secteur informel et exerçant en dehors du marché du travail formel.

Par ailleurs, ce travail n'aborde pas les aspects de la réalité sociale de résilience des femmes et des jeunes filles, relative aux significations et idéologies qu'elles convoquent dans les différentes stratégies.

Aussi, en dépit de la persistance de la pandémie et la nécessité que la vie reprenne son cours « normal », serait-il possible aux populations de renouer avec leurs vieilles habitudes avant la covid19, qui auront été manifestement influencées par les mesures barrières actuellement en vigueur ?

En d'autres termes, après la covid19, les populations se verront-elles obligées de développer des formes de résiliences novatrices en vue des transformations significatives de sociétés déjà orientées vers de nouvelles mutations imposées par la mondialisation bien avant le déclenchement de la pandémie ? Face à un tel contexte marqué par de nouvelles dynamiques en perspective, il serait souhaitable que la prise en compte des femmes des ménages vulnérables dans la stratégie de réponse du gouvernement à la crise sociale issue de la pandémie covid19 soit plus renforcée. Pour ce faire, une révision des conditions d'accès au fonds de soutien aux activités du secteur informel, puis un renforcement de l'accès à l'éducation et une protection des droits des femmes et jeunes filles à partir des recherches en sciences sociales s'imposent.

Remerciements

Nous remercions ici tout particulièrement L'UNICEF et Mme FALL Soukeynatou, Chief Planning, Monitoring & Evaluation à UNICEF-Côte d'Ivoire grâce à qui cette étude a été menée, au Professeur FALL Abdoul Salam qui nous a constamment encouragés à son écriture, dans une démarche scientifique et à destination d'un public élargi au-delà du monde académique. Nous remercions également tous et toutes nos collègues contributeurs/trices de ce texte, pour avoir pleinement joué le jeu de l'engagement collectif dans cette entreprise académique originale et au regard des canons classiques de l'écriture en sciences humaines et sociales.

Références Bibliographiques

Adger W, 2003, Building resilience to promote sustainability: An agenda for coping with globalisation and promoting justice, IHDP Update 2:1-3.

Banque Mondiale, 2020, Face à la crise du coronavirus, les pays d'Afrique subsaharienne doivent renforcer leur résilience, Rapport, Washington, 9 avril .

Bourdieu P. 2000 [1972], *Esquisse d'une théorie de la pratique : Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil.

Buchheit, P., D'Aquino, P. et Ducourtieux, O., 2016, Cadres théoriques mobilisant les concepts de résilience et de vulnérabilité ». *VertigO*, 16(1).

Chappell, A. et Welsh, E., 2020, Resilience, Relationality, and Older People: The Importance of Intergenerationality ». *Sociological Research Online*, 1-17.

Fall Sow F. S., 2020, *Covid19 et souffrances économiques des femmes au Sénégal*.

Grown C., 2020, Femmes et hommes ne sont pas égaux face au coronavirus, Direction du pôle genre et égalité hommes-femmes. Groupe de la Banque Mondiale, blogs.worldbank.org, consulté 5 Mai .

INS/PNUD (2020), Evaluation de l'impact du covid19 sur le secteur informel, Rapport final, Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire

INS/PNUD (2020), Evaluation de l'impact du covid19 sur l'activité des entreprises du secteurs formel ; Rapport final, Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire

INS/PNUD (2020), Evaluation de l'impact socio-économique du covid19 sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire ; Rapport final, Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire

Komenan Douklou L., 2018, *Dépenses scolaires et stratégies de résilience des élèves de Diégonéfla par l'auto-emploi informel*, Mémoire de Master, Sociologie de l'économie et de l'emploi, Département de Sociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Maltais, D. et Larin, C. 2016, Lac-Mégantic : De la tragédie. À la résilience, Québec, Presses de l'Université du Québec. 4(4), 667-677.

Obrist B., 2006, *Struggling for Health in the City, An Anthropological Inquiry of Health, Vulnerability and Resilience in Dar es Salaam, Tanzania*, Bern, Switzerland, Peter Lang.

Obrist B., 2006, Risque et vulnérabilité dans la recherche en santé urbaine, (VertigO)- La revue électronique en sciences de l'environnement. Hors-série 3. <http://vertigo.revues.org/1483>.

Obrist, B., Pfeiffer, C., Henley, B., 2011, La résilience sociale multi – strates : une nouvelle approche de recherche pour l'adaptation au changement global, *NCCR North – South Dialogue*, 33, 32 p.

ONU Femmes. 2020., L'attention portée aux besoins et au leadership des femmes renforcera la réponse au covid19, 19 mars 2020. www.unwomen.org.

UNICEF-RISE, 2020, Analyse qualitative : Maladie à Coronavirus (covid19) en Côte d'Ivoire. Quelles conséquences sur les ménages vulnérables et les services sociaux de base ? Rapport, Côte d'Ivoire.

UNFPA-UNICEF, 2020, La résilience en action : enseignements tirés par le programme conjoint pendant la crise de la covid19, Programme conjoint UNFPA-UNICEF pour l'élimination des mutilations génitales féminines : Accélérer le changement, 18 Septembre.

© 2022 NIAVA, License Bamako Institute for Research and Development Studies Press. Ceci est un article en accès libre sous la licence the Créative Commons Attribution License (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0>)

Note de l'éditeur

Bamako Institute for Research and Development Studies Press reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles dans les publications des cartes/maps et affiliations institutionnelles.